L'ABEILLE,

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$18 | payable d'avance
De TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10 |

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 4 MARS 1843

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

Nous donnons aujourd hui notre correspondance de Paris; elle complètera pleinement les nouvelles que nous avons publiées ces jours derniers.

— On lit dans la circulaire de la maison Baring frères de Londres, le paragraphe suivant qui vaut la peine d'être noté:

"La réprobation dont plusieurs gouverneurs dans leur message ont frappé le principe de répudiation, a causé une satisfaction réelle; et si les Européens voient que des Etats tels que la Pennsylvanie et le Maryland, qui ont évidemment le pouvoir de remplir leurs engagemens, prennent des mesures pour rétablir la régularité dans leurs finances, cette décision sera des plus favorables, même aux Etats dont les ressources ne sont pas encore développées, et l'on pourra reprendre quelque confiance dans la résolution que quelques-uns d'entre eux ont prise de s'acquitter dès que leur prospérité sera revenue.

— Le *Spectator* de Londres renferme un article qui condamne nettement et avec justice la conduite des porteurs de sécurités américaines qui font attaquer notre crédit par la voie de la presse. Après avoir montre combien est inutile l'appel de nos créanciers au Gouvernement Britannique, le *Spectator* ajoute:

"Quant aux Etats d'Amérique, ils ne présentent guères que trois garanties: 1o. le sentiment intime du devoir et de l'honneur: 2o. le sentiment d'amour-propre et l'espérance de rétablir leur crédit: 3o. le regret qu'ils doivent éprouver à la pensée des pertes qu'ils font éprouver à ceux qui ont eu confiance en leur bonne foi. La première de ces garanties toute sentimentale est trop subtile; c'est donc sur la seconde et la troisième que doivent se baser les espérances de leurs créanciers. Or la conduite qu'elle ont adoptée n'est elle pas de nature à détruire même ces chances. En prétendant que le peuple Américain est essentiellement déshonnête, ne leur donnera-t-on point la pente qu'il est trop tard pour reconquérir leur honneur et leur crédit? ne leur inspirera-t-on point la conviction que parler ou ne pas payer revient au même pour eux? Puis en les menaçant d'user pour recours aux moyens coercitifs ne leur ôte-t-on pas tout regret de perfection qu'ils nous ont fait subir?

— LES AFFAIRES PUBLIQUES. La correspondance de Washington du Courier and Enquirer de New York déclare ce qui suit: "Quoi ne s'y trompe point, le Congrès et les affaires sera rejetée."

— *Traite d'Abolition*.— Les journaux de l'opposition Anglaise continuent leurs attaques contre le traité Ashburton. Lord Palmerston figure en tête des hostilités qui se prononcent le plus énergiquement contre les clauses de cet arrangement.

— THEATRE D'ORLEANS.— La Société des Artistes ouvre demanche sur la scène de ses représentations par une comédie nouvelle de M. Scribe, *Oscar ou le mari qui trompe sa femme*, et par la reprise d'un des plus délicieux opéras de l'ancien répertoire Français, *Jean de Paris*. Ce sera là, nous en sommes convaincus, une heureuse inauguration.

— La loterie que les artistes ont organisée obtient un véritable succès; déjà plus des trois quarts de billets sont placés, et nous sommes convaincus que ce succès n'en restera plus un seul. Il faut dire aussi que le prix de cette *tombola* d'un nouveau genre sont bien attrayans et que la mise en est fort modique. Une piastre peut vous assurer pendant douze représentations une galerie, un parquet, voire même une loge de quatre places. Le tirage des lots aura lieu demain, dimanche soir. Assurément la salle d'Orléans sera trop petite.

— DIORAMA.— Le Diorama qui a été exposé dans ces derniers temps sur la place St. Antoine, vient d'être transporté en face du Théâtre St. Charles. Ces tableaux dont nous avons parlé lors de leur première apparition, ont un mérite réel, et présentent des effets de lumières remarquables. Leur succès est assuré dans le nouveau local où ils ont été transportés. L'ouverture de cette nouvelle exposition a lieu aujourd hui même.

— L'Arena a apporté près de 30,000 lettres dans son dernier voyage; c'est assurément là un beau chiffre.

— OREGON.—Les entreprises de colonisation commencent de ce côté. Elijah White, parti, il y a quelques mois comme agent des Etats-Unis, a la tête d'un corps assez considérable d'émigrans, écrit sous la date du 17 août que le voyage s'est heureusement terminé, et que sur 112 hommes, il n'en a perdu que deux. E. White engage ceux qui veulent émigrer au delà des montagnes rocheuses à se munir de forts wagons, d instruments de cuisine et de provisions pour quatre mois. Les mulets pour le voyage sont préférables aux chevaux. E. White témoigne la plus grande confiance dans le succès de la colonisation.

— LA DR. LARDNER.—Un journal de Philadelphie annonce que Mme. Heaviside qui a acquis une certaine réputation en se faisant enlever par le docteur Lardner, vient d'abandonner son amant. Il ne dit pas où la belle s'est réfugiée. Qui sait? Peut-être a-t-elle été prise d'un remord salutaire et est elle retournée en Angleterre!

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

Paris, 31 janvier 1843.

Enfin il y a eu, après beaucoup d'hésitations, ouverture de la Couronne; mais ce discours est encore plus décoloré que vague, plus insignifiant que d'habitude. Du droit de visite, de l'union franco-belge c'est à dire des deux questions capitales du moment, en tant que politique extérieure, pas un mot.

Jusqu'à présent la législature n'a rien fait, quoique la session ait ouvert depuis 15 jours. Seulement la Chambre des Pairs a voté son adresse en réponse au discours du Trône, après une discussion de trois jours. Depuis quatre jours la Chambre des Députés est occupée à discuter la sienne, et elle la votera sans doute dans le courant de la semaine. Ainsi chez le peuple qui pense pour le plus et le plus vite de la terre, le Parlement aura passé un mois, suivant son habitude, en préliminaires de session.

Cette fois la Chambre des Pairs a dérogé à ses habitudes en discutant avec vivacité une certaine solennité sur cet adresse, et, comme on devait s'y attendre dans la situation actuelle des esprits, c'est le droit de visite qui a eu les honneurs de la discussion. Un amendement tendant à demander pacifiquement, au moyen de négociations, l'annulation des traités de 1831 et 1833 a été soutenu avec vigueur et talent; mais il a été repoussé par 118 voix contre 67, après avoir été combattu avec plus de vigueur et de talent encore par M. Guizot et par le rapporteur de la commission, M. de Broglie. Il est fortement question, dit-on, dans la Chambre des Pairs 118 voix en faveur du droit de visite, car en réalité il n'y en a peut-être pas qui, mues la noble Chambre a été évidemment donnée par la crainte de soucier par son vote des embarras du gouvernement. Ce fait, bien qu'il soit de notoriété publique, n'empêche pas le ministère d'affecter de sort dans ce vote un succès d'autant plus décisif que M. Guizot avait déclaré formellement qu'il ne voulait pas aller d'avantage, quant à présent, dans négociations à ce sujet, persuadé qu'elles n'aboutiraient qu'à une faiblesse ou à une folie; et que pour son compte il n'y *prêterait pas la main*."

La Chambre des Députés sera de moins facile composition, parce que les honnêtes du Palais Bourbon savent à n'en pas douter qu'en acceptant le droit de visite, fait impopulaire partout, ils compromettraient leur réélection. Déjà la commission, quoique composée presque exclusivement de conservateurs, a introduit dans son projet d'adresse un amendement improbatif du droit de visite, mais cet amendement est formulé en termes si vagues que tout porte à croire qu'on veut par ce moyen escamoter la question. Ce qui donne du poids à cette opinion, c'est que les orateurs habituels de M. Guizot acceptent hautement l'amendement, en ajoutant tout bas que dans la situation actuelle des esprits, une phrase n'est rien du tout, et que partout on doit seulement s'attacher à se rendre inoffensifs et de moins valeur. "Nous accepterons une *Pologne*, disent-ils, faisant allusion à la fameuse phrase prononcée par elle naguère polonaise ne pensait pas."" Reste à savoir si la majorité de la Chambre consentira à jouer ainsi cette ridicule et odieuse comédie.

Quoiqu'il en soit, l'annulation de ces traités est une œuvre non pas seulement populaire, mais bonne et essentiellement nationale; ce qui le prouverait suffisamment, si la chose n'était pas évidente, c'est l'ennemi né de la presse anglaise contre ceux qui ont brisé les traités, que les louanges outrées, mais enfin elle, qu'elle donne à ceux qui, comme M. Guizot, soutiennent la convenance du statu quo.

Quant à la question belge, il n'y a plus à en occuper, du moins pour le moment.

Mais en revanche, l'industrie a, dès les premiers jours de la session, saisi la Chambre des Députés d'un projet de loi sur la difficile question des sucres, projet qui a un moins le mérite d'être net et décisif, car il supprime d'emblée la fabrication du sucre indigène, moyennant une indemnité de quarante millions.

La lutte entre le sucre indigène, longtemps affranchi de tout droit, maintenant encore comparativement peu imposé, et le sucre colonial, soumis à de forts droits d'importation, la lutte, dis-je, en est venue au point de pouvoir l'incompatibilité des deux produits sur le même marché. Il faut que le sucre de canne tue le sucre de betterave, ou que la culture de la canne soit abandonnée. Or le commerce, l'industrie, la marine marchande et la marine militaire s'opposent également à l'anéantissement du sucre de canne. C'est donc le sucre de betterave qui doit être sacrifié. Aussi le projet vient-il droitement et loyalement au but en en proposant la suppression avec indemnité.

Ce système rencontrera soulève de fortes objections. En premier lieu, l'indemnité est considérée par beaucoup de bons esprits comme établissant un dangereux précédent; pour il y a des gens qui prétendent à tout une industrie d'une façon si brutale, sans compter que l'intervention de fabriquer du sucre de betterave est, quoiqu'on en puisse dire, attentatoire aux grands et éternels principes de liberté. Ces considérations et les intérêts diversement qui se rattachent à la fabrication, au transport et à la vente du sucre indigène ont soulevé contre le projet une telle opposition, que tout espoir de le voir adopter par la Chambre serait à peu près vain. La commission nommée à la suite de la discussion des bureaux est en très grande majorité contraire aux dispositions du projet.

Mais si le rejet du projet ministériel n'est pas douteux, il serait difficile de prévoir ce que la commission et la Chambre mettront à sa place. La commission ne s'accorde que sur un point, celui de repousser le projet; quant à tout le reste, elle est divisée à l'infini, et la même divergence d'opinion se trouvera nécessairement dans la Chambre. Les uns veulent le *statu quo*; d'autres consentent à augmenter le droit qui frappe le sucre indigène; d'autres veulent arriver graduellement à égaliser les droits sur les deux sucres; d'autres enfin veulent égaliser ces droits tout d'abord.

Il est à peu près impossible de prévoir l'issue de ce pêle-mêle d'opinions et d'intérêts. Cependant, s'il était permis de hasarder une opinion, en pourrait dire qu'une perequation immédiate des droits sur les deux sucres est le parti le plus logique, le plus constitutionnel et qu'une perequation graduelle plus ou moins rapide est le parti le plus probable.

M. de Lamartine a tenu ce qu'il avait promis à la session extraordinaire; il s'est nettement, formellement séparé du parti conservateur pour passer à l'opposition; il a par trois fois répété qu'il y passait *pour toujours*. Plus que tout autre l'illustre poète a besoin d'appuyer sur des affirmations de cette nature, car voilà trois fois qu'il change d'opinion et de parti en moins de dix ans.

En Espagne Espartero n'a pas jugé à propos d'abandonner les Cortès: à son retour de Barcelone il a lancé son décret de dissolution. Les élections sont maintenant la seule affaire sérieuse un peu refroidissement, et cela se conçoit, car tous les partis luttent pour la domination. Il est impossible de prévoir le résultat avec quelque certitude, car tous affectent de compter sur un succès infaillible.

Le gouvernement français a demandé des explications sur la sortie inconvenante de Gutierez et de la Gazette de Madrid contre le consul de Barcelone, M. Lesseps. A propos des négociations auxquelles cette demande a donné lieu, on a fait courir les bruits les plus absurdes. Le fait est que tout porte à croire à un arrangement à l'amiable.

On parle d'un changement de ministère; mais ce bruit n'a aucune probabilité. Il sera temps d'y songer lorsque le résultat des élections sera connu.

Il a été question aussi de donner la lieutenance générale de Cuba d'abord au général Lizuage et plus tard au ministre de la marine Capaz. Ce sont encore *des on dit* qui ne méritent aucune confiance.

A Barcelone, le général Seoane, épouvanté beaucoup de difficultés pour faire rentrer la contribution forcée de douze millions de réaux, a pris le parti de mettre dans chaque maison de retardataire quatre hommes et un caporal auxquels on doit donner, outre la nourriture, 12 réaux pour la premier jour et par homme (16 pour le caporal), 24 le second jour, et ainsi de suite jusqu'au jour du paiement. Voilà qui s'appelle gouverner!

Sur Cuba, le seul fait digne d'être remarqué est l'élection de G. Bitesco à l'hospodarat de Valachie. Bibesco est dévoué à la Russie, comme le sont au reste tous les hommes influens de la province.

BIBLIOGRAPHIE.—L'ouvrage de major Poussin, dont vous entretenait une de mes dernières lettres, vient de paraître; il a pour titre: DE LA PUISSANCE MARITIME. — *Origine, institutions, esprit politique, ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles des Etats-Unis*, avec cartes, etc. Il me faudrait pour en rendre compte beaucoup plus de temps que ne m'en laisse l'*Acadia*. Cependant je ne laisserai pas passer cette occasion sans en dire un mot.

Il suffit de parcourir l'ouvrage pour se faire une idée de la grandeur du cadre que s'est tracé l'auteur, et un examen attentif de quelques chapitres, pris au hasard, prouve que c'est un travail consciencieusement fait, ce qui par le temps qui court n'est pas un mince mérite. D'ailleurs on n'oublierai pas que l'auteur a longtemps habité les Etats-Unis (quinze ans) comme major du génie et aide-de-camp du général Bernard, et qu'en cette qualité il a été à même de se procurer beaucoup par lui-même, soit de puiser aux meilleures sources pour tout ce qui ne tombait pas sous son observation immédiate.

Le premier volume est consacré à l'histoire et à la politique, le second à l'examen du développement graduel des ressources du pays.

On trouve dans la première partie une "investigation historique sur les découvertes, premiers établissemens et divers systèmes de colonisation suivis en Amérique." Dans ce résumé historique rapide et succint, mais plein de faits, on passe successivement en revue les découvertes et les premiers établissemens des Scandinaves, des Espagnols, des Français, des Anglais, des Hollandais; puis on suit pour ainsi dire pas à pas la fortune et les vicissitudes de ces établissemens à travers les événemens et la lutte des intérêts hostiles et l'on arrive enfin à l'émancipation des colonies et à la formation de la puissance américaine des Etats-Unis.

La partie qui résume qui concerne la Louisiane est sans contredit plus complète que la plupart des ouvrages portant le titre beaucoup plus ambitieux "d'Histoire de la Louisiane"; on en pourra juger par le sommaire des chapitres 16, 17, 18 et 19, que je transcris à peu près littéralement.

Chap. 16. 1682—1717—Découverte du Mississipi par H. de Soto,—par Robert Cavalier de Las Salle; ce dernier établit le Texas; sa fin malheureuse.—M. d'Iberville, fondateur de la Louisiane, crée le poste de Biloxi, de l'île aux Massacres; du Bayou Rogue.— Tentatives des Anglo-Américains pour prévenir l'occupation du Mississipi par les Français. M. de Bienville.—Louis XIV refuse aux protestans la permission de s'établir en Louisiane.—Mort de Tonti.—Fondation du poste de la Balize, du Mobile, du Baton-Rouge.—Voyage du Sieur de St. Denis au nouveau Mexique.—Création des établissemens sur l'île Dauphin.—Intrigues des Carolinians chez les Indiens de la Louisiane.—Arrivée des Missionnaires—des filles destinées à peupler la future colonie.—Construction du fort Condé de la Mobile.—M. de la Mothe Cadillac.—M. Crozat devient propriétaire de la Louisiane et de son commerce pendant quinze ans.—Description des établissemens de l'île Dauphine en 1716; visite des mêmes lieux, cent ans plus tard.—M. Crozat renonce à ses privilèges.

Chap. 17—1717—1731—La Louisiane est concédée par le Roi à la Compagnie des Indes.—Compagnie organisée par John Law.—Son système financier, colonial, administratif—Le site de la ville de la Nouvelle Orléans, choisi par M. de Bienville.—Force militaire de la province.—Fondation d'un poste sur la Rivière Rouge. Répartition des concessions de la Compagnie des Indes.—Embouchure du Mississipi.—Nouvelle division territoriale adoptée par la Compagnie.—Disposition des postes.—Chefs qui les commandent.—Leurs émolumens respectifs—Etablissement des Jésuites.—Les religieuses Ursulines.—Missions et paroisses.—Intervention des Anglais dans la guerre avec les Indiens—Massacre de Natchez.—Destruction de cette tribu.—Les débris qui en échappent se réfugient chez les Chikactas.—Campagne des Indes.

Chapitre 18. 1732—1769—Administration du gouverneur Perier.—Il est remplacé par M. Bienville.—Guerres entre les Indiens Chikactas.—Défaite d'un parti conduit par M. D'Artaguette.—Mort de cette brave officier.—Nouvel engagement avec les Chikactas.—Etablissement du poste des Natchitoches.—Profondeurs d'eau trouvées sur les passes du Mississipi.—Population de la Louisiane.—Décès militaires.—Ce qu'ils trouvent.—Administration de M. de Kerlerek.—Introduction de la culture de la canne à sucre par M. Dubreuil.—M. de Kerlerek déjoue les attaques projetées par les Anglo-Américains.—Cession de la Louisiane à la couronne d'Espagne.—Proclamation du gouverneur Ulloa.—Les citoyens refusent de se soumettre à la domination espagnole. Conjuration pour en opérer l'expulsion.—Arrêt rendu par le Conseil supérieur qui oblige le gouverneur Ulloa et les troupes espagnoles à partir de la colonie.—Réclamations de la Louisiane près du gouvernement de France.—Oreilly envoyé par la Cour de Madrid pour prendre possession de la Louisiane.—Les Louisianais veulent défendre leur indépendance et s'adressent aux Anglais, alors à Pensacole, pour en obtenir aide.—Arrivée d'Oreilly à la Nouvelle-Orléans. Il prononce amnistie et oublie de tout ce qui s'est passé—mais fait exécuter six des principaux conjurés.

Chap. 19. . . . . 1819—Les Américains obtiennent la libre navigation du fleuve et le droit d'entreposer à la Nouvelle Orléans.—Difficultés qui s'élèvent sur l'exécution de ce traité. La Louisiane est retrocédée à la France, et vendue quelque temps après par la république française aux Etats-Unis—Importance de cette acquisition pour les Américains.

Il y a notamment sur les événemens déplorables qui amena la prise de possession de la Louisiane par l'Espagne des données fort intéressantes et tout à fait inédites.

La seconde partie consacrée aux ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles des Etats-Unis, se subdivise en marine militaire, fortifications, arsenaux, manufactures d'armes, fonderies, voies de communication, navigation à vapeur, canaux, chemins de fer, armée régulière, milices, climat, population, instruction, agriculture, commerce, manufactures, &c. &c.— et chaque titre est ensuite contenu, également développé avec tableaux, états comparatifs, &c.

Somme toute, c'est un ouvrage fort bon, fort utile, très riche de faits, de documens précieux et d'utiles renseignemens sur tout ce qui concerne l'Amérique du Nord, ouvrage qui sera consulté avec fruit par les Américains eux mêmes et qui aura son entière place marquée dans toutes les bibliothèques, mais qui doit se trouver dans les mains de tous ceux qui s'occupent de politique. J. M.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

VENDREDI 3 Mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement: l'appel nominal constate la présence de 228 membres. Peu après la majorité se trouvant réunie, le greffier procède à la lecture du journal.

Un congé de quelques jours est accordé à MM. Blanchard et Philips.

Sur motion de M. Robertson, la Chambre s'occupe de l'acte pour venir au secours de J. C. Van Winkle. Le bill est lu trois fois et passé.

M. Clark présente une résolution enjoignant à l'ingénieur d'Etat d'examiner s'il ne serait pas convenable d'établir un chemin à partir de la Cour de Justice des Opelousas jusqu'aux Mississipi, et aboutissant au débarcadère de Duval. L'ingénieur devra présenter un rapport à ce sujet à la prochaine session. La résolution est adoptée.

M. Menson soumet, au nom du comité sur l'agriculture, les manufactures et le commerce, un rapport relatif à l'inspection du tabacs. Le rapport est accompagné d'un bill qui accorde des employés dont les devoirs sont désignés pour inspecter le tabac, et qui fixe le taux de l'inspection, etc., etc. Le bill est déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la Chambre.

M. Culbertson, après disparues, sans avoir préalablement donné avis, présente un bill pour autoriser le conservateur des hypothèques de la paroisse *Jefferson* à se nommer un député. Le bill passe après avoir été lu trois fois.

Sur motion de M. Stille, le bill [provenant du Sénat] qui a pour but de venir au secours du shérif de la paroisse d'Ascension, est lu et ordonné à être engrossé et lu une troisième fois demain.

M. Borderau, d'un comité spécial, rapporte un bill pour autoriser les habitants de la paroisse de Calcasieu de transporter ailleurs leur Cour de Justice. Déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la Chambre.

M. Morgan, d'un comité spécial, rapporte un bill pour venir au secours de J. Hernandez. Le bill subit une première lecture.

M. Ogden, du comité judiciaire, rapporte un bill pour permettre que les personnes et les biens de certains mineurs soient transportés dans l'Etat du Mississipi.

M. Hunt présente une résolution à laquelle le Sénat devra consentir, pour autoriser le gardien de la geôle de la paroisse d'Orléans à livrer aux autorités toutes les personnes qui seront évadées d'elles, certains individus actuellement détenus comme accusés de complicité dans le meurtre commis à bord du brick de guerre texien le *San-Antonio*. Le gardien demande aussi de se dessaisir des prisonniers susdits, réclamer du commodore Moore un mandat sur le trésor texien, pour le remboursement des frais de détention. La résolution est sur trois faits est adoptée.

M. Orr, d'un comité spécial, rapporte une résolution enjoignant à l'ingénieur d'Etat d'examiner s'il ne serait pas possible d'améliorer le tayou de Glaise, et de présenter un rapport à ce sujet à la session prochaine. La résolution est lue deux fois et adoptée.

Sur motion de M. Brashear, la Chambre s'occupe d'impression du bill relatif à l'inspection du tabac.

Sur motion de M. Edwards, la Chambre s'occupe des amendemens proposés par le Sénat au bill qui crée d'appeler des affirmations de cette nature, car voilà trois fois qu'il change d'opinion et de parti en moins de dix ans.

En Espagne Espartero n'a pas jugé à propos d'abandonner les Cortès: à son retour de Barcelone il a lancé son décret de dissolution. Les élections sont maintenant la seule affaire sérieuse un peu refroidissement, et cela se conçoit, car tous les partis luttent pour la domination. Il est impossible de prévoir le résultat avec quelque certitude, car tous affectent de compter sur un succès infaillible.

Le gouvernement français a demandé des explications sur la sortie inconvenante de Gutierez et de la Gazette de Madrid contre le consul de Barcelone, M. Lesseps. A propos des négociations auxquelles cette demande a donné lieu, on a fait courir les bruits les plus absurdes. Le fait est que tout porte à croire à un arrangement à l'amiable.

On parle d'un changement de ministère; mais ce bruit n'a aucune probabilité. Il sera temps d'y songer lorsque le résultat des élections sera connu.

Il a été question aussi de donner la lieutenance générale de Cuba d'abord au général Lizuage et plus tard au ministre de la marine Capaz. Ce sont encore *des on dit* qui ne méritent aucune confiance.

A Barcelone, le général Seoane, épouvanté beaucoup de difficultés pour faire rentrer la contribution forcée de douze millions de réaux, a pris le parti de mettre dans chaque maison de retardataire quatre hommes et un caporal auxquels on doit donner, outre la nourriture, 12 réaux pour le premier jour et par homme (16 pour le caporal), 24 le second jour, et ainsi de suite jusqu'au jour du paiement. Voilà qui s'appelle gouverner!

Sur Cuba, le seul fait digne d'être remarqué est l'élection de G. Bibesco à l'hospodarat de Valachie. Bibesco est dévoué à la Russie, comme le sont au reste tous les hommes influens de la province.

BIBLIOGRAPHIE.—L'ouvrage de major Poussin, dont vous entretenait une de mes dernières lettres, vient de paraître; il a pour titre: DE LA PUISSANCE MARITIME. — *Origine, institutions, esprit politique, ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles des Etats-Unis*, avec cartes, etc. Il me faudrait pour en rendre compte beaucoup plus de temps que ne m'en laisse l'*Acadia*. Cependant je ne laisserai pas passer cette occasion sans en dire un mot.

Il suffit de parcourir l'ouvrage pour se faire une idée de la grandeur du cadre que s'est tracé l'auteur, et un examen attentif de quelques chapitres, pris au hasard, prouve que c'est un travail consciencieusement fait, ce qui par le temps qui court n'est pas un mince mérite. D'ailleurs on n'oublierai pas que l'auteur a longtemps habité les Etats-Unis (quinze ans) comme major du génie et aide-de-camp du général Bernard, et qu'en cette qualité il a été à même de se procurer beaucoup par lui-même, soit de puiser aux meilleures sources pour tout ce qui ne tombait pas sous son observation immédiate.

Le premier volume est consacré à l'histoire et à la politique, le second à l'examen du développement graduel des ressources du pays.

On trouve dans la première partie une "investigation historique sur les découvertes, premiers établissemens et divers systèmes de colonisation suivis en Amérique." Dans ce résumé historique rapide et succint, mais plein de faits, on passe successivement en revue les découvertes et les premiers établissemens des Scandinaves, des Espagnols, des Français, des Anglais, des Hollandais; puis on suit pour ainsi dire pas à pas la fortune et les vicissitudes de ces établissemens à travers les événemens et la lutte des intérêts hostiles et l'on arrive enfin à l'émancipation des colonies et à la formation de la puissance américaine des Etats-Unis.

La partie qui résume qui concerne la Louisiane est sans contredit plus complète que la plupart des ouvrages portant le titre beaucoup plus ambitieux "d'Histoire de la Louisiane"; on en pourra juger par le sommaire des chapitres 16, 17, 18 et 19, que je transcris à peu près littéralement.

Chap. 16. 1682—1717—Découverte du Mississipi par H. de Soto,—par Robert Cavalier de Las Salle; ce dernier établit le Texas; sa fin malheureuse.—M. d'Iberville, fondateur de la Louisiane, crée le poste de Biloxi, de l'île aux Massacres; du Bayou Rogue.— Tentatives des Anglo-Américains pour prévenir l'occupation du Mississipi par les Français. M. de Bienville.—Louis XIV refuse aux protestans la permission de s'établir en Louisiane.—Mort de Tonti.—Fondation du poste de la Balize, du Mobile, du Baton-Rouge.—Voyage du Sieur de St. Denis au nouveau Mexique.—Création des établissemens sur l'île Dauphin.—Intrigues des Carolinians chez les Indiens de la Louisiane.—Arrivée des Missionnaires—des filles destinées à peupler la future colonie.—Construction du fort Condé de la Mobile.—M. de la Mothe Cadillac.—M. Crozat devient propriétaire de la Louisiane et de son commerce pendant quinze ans.—Description des établissemens de l'île Dauphine en 1716; visite des mêmes lieux, cent ans plus tard.—M. Crozat renonce à ses privilèges.

Chap. 17—1717—1731—La Louisiane est concédée par le Roi à la Compagnie des Indes.—Compagnie organisée par John Law.—Son système financier, colonial, administratif—Le site de la ville de la Nouvelle Orléans, choisi par M. de Bienville.—Force militaire de la province.—Fondation d'un poste sur la Rivière Rouge. Répartition des concessions de la Compagnie des Indes.—Embouchure du Mississipi.—Nouvelle division territoriale adoptée par la Compagnie.—Disposition des postes.—Chefs qui les commandent.—Leurs émolumens respectifs—Etablissement des Jésuites.—Les religieuses Ursulines.—Missions et paroisses.—Intervention des Anglais dans la guerre avec les Indiens—Massacre de Natchez.—Destruction de cette tribu.—Les débris qui en échappent se réfugient chez les Chikactas.—Campagne des Indes.

Chapitre 18. 1732—1769—Administration du gouverneur Perier.—Il est remplacé par M. Bienville.—Guerres entre les Indiens Chikactas.—Défaite d'un parti conduit par M. D'Artaguette.—Mort de cette brave officier.—Nouvel engagement avec les Chikactas.—Etablissement du poste des Natchitoches.—Profondeurs d'eau trouvées sur les passes du Mississipi.—Population de la Louisiane.—Décès militaires.—Ce qu'ils trouvent.—Administration de M. de Kerlerek.—Introduction de la culture de la canne à sucre par M. Dubreuil.—M. de Kerlerek déjoue les attaques projetées par les Anglo-Américains.—Cession de la Louisiane à la couronne d'Espagne.—Proclamation du gouverneur Ulloa.—Les citoyens refusent de se soumettre à la domination espagnole. Conjuration pour en opérer l'expulsion.—Arrêt rendu par le Conseil supérieur qui oblige le gouverneur Ulloa et les troupes espagnoles à partir de la colonie.—Réclamations de la Louisiane près du gouvernement de France.—Oreilly envoyé par la Cour de Madrid pour prendre possession de la Louisiane.—Les Louisianais veulent défendre leur indépendance et s'adressent aux Anglais, alors à Pensacole, pour en obtenir aide.—Arrivée d'Oreilly à la Nouvelle-Orléans. Il prononce amnistie et oublie de tout ce qui s'est passé—mais fait exécuter six des principaux conjurés.

Chap. 19. . . . . 1819—Les Américains obtiennent la libre navigation du fleuve et le droit d'entreposer à la Nouvelle Orléans.—Difficultés qui s'élèvent sur l'exécution de ce traité. La Louisiane est retrocédée à la France, et vendue quelque temps après par la république française aux Etats-Unis—Importance de cette acquisition pour les Américains.

Il y a notamment sur les événemens déplorables qui amena la prise de possession de la Louisiane par l'Espagne des données fort intéressantes et tout à fait inédites.

La seconde partie consacrée aux ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles des Etats-Unis, se subdivise en marine militaire, fortifications, arsenaux, manufactures d'armes, fonderies, voies de communication, navigation à vapeur, canaux, chemins de fer, armée régulière, milices, climat, population, instruction, agriculture, commerce, manufactures, &c. &c.— et chaque titre est ensuite contenu, également développé avec tableaux, états comparatifs, &c.

Somme toute, c'est un ouvrage fort bon, fort utile, très riche de faits, de documens précieux et d'utiles renseignemens sur tout ce qui concerne l'Amérique du Nord, ouvrage qui sera consulté avec fruit par les Américains eux mêmes et qui aura son entière place marquée dans toutes les bibliothèques, mais qui doit se trouver dans les mains de tous ceux qui s'occupent de politique. J. M.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

VENDREDI 3 Mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement: l'appel nominal constate la présence de 228 membres. Peu après la majorité se trouvant réunie, le greffier procède à la lecture du journal.

Un congé de quelques jours est accordé à MM. Blanchard et Philips.

Sur motion de M. Robertson, la Chambre s'occupe de l'acte pour venir au secours de J. C. Van Winkle. Le bill est lu trois fois et passé.

M. Clark présente une résolution enjoignant à l'ingénieur d'Etat d'examiner s'il ne serait pas convenable d'établir un chemin à partir de la Cour de Justice des Opelousas jusqu'aux Mississipi, et aboutissant au débarcadère de Duval. L'ingénieur devra présenter un rapport à ce sujet à la prochaine session. La résolution est adoptée.

M. Menson soumet, au nom du comité sur l'agriculture, les manufactures et le commerce, un rapport relatif à l'inspection du tabacs. Le rapport est accompagné d'un bill qui accorde des employés dont les devoirs sont désignés pour inspecter le tabac, et qui fixe le taux de l'inspection, etc., etc. Le bill est déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la Chambre.

M. Culbertson, après disparues, sans avoir préalablement donné avis, présente un bill pour autoriser le conservateur des hypothèques de la paroisse *Jefferson* à se nommer un député. Le bill passe après avoir été lu trois fois.

Sur motion de M. Stille, le bill [provenant du Sénat] qui a pour but de venir au secours du shérif de la paroisse d'Ascension, est lu et ordonné à être engrossé et lu une troisième fois demain.

M. Borderau, d'un comité spécial, rapporte un bill pour autoriser les habitants de la paroisse de Calcasieu de transporter ailleurs leur Cour de Justice. Déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la Chambre.

M. Morgan, d'un comité spécial, rapporte un bill pour venir au secours de J. Hernandez. Le bill subit une première lecture.

M. Ogden, du comité judiciaire, rapporte un bill pour permettre que les personnes et les biens de certains mineurs soient transportés dans l'Etat du Mississipi.

M. Hunt présente une résolution à laquelle le Sénat devra consentir, pour autoriser le gardien de la geôle de la paroisse d'Orléans à livrer aux autorités toutes les personnes qui seront évadées d'elles, certains individus actuellement détenus comme accusés de complicité dans le meurtre commis à bord du brick de guerre texien le *San-Antonio*. Le gardien demande aussi de se dessaisir des prisonniers susdits, réclamer du commodore Moore un mandat sur le trésor texien, pour le remboursement des frais de détention. La résolution est sur trois faits est adoptée.

M. Orr, d'un comité spécial, rapporte une résolution enjoignant à l'ingénieur d'Etat d'examiner s'il ne serait pas possible d'améliorer le tayou de Glaise, et de présenter un rapport à ce sujet à la session prochaine. La résolution est lue deux fois et adoptée.

Sur motion de M. Edwards, la Chambre s'occupe des amendemens proposés par le Sénat au bill qui crée d'appeler des affirmations de cette nature, car voilà trois fois qu'il change d'opinion et de parti en moins de dix ans.

En Espagne Espartero n'a pas jugé à propos d'abandonner les Cortès: à son retour de Barcelone il a lancé son décret de dissolution. Les élections sont maintenant la seule affaire sérieuse un peu refroidissement, et cela se conçoit, car tous les partis luttent pour la domination. Il est impossible de prévoir le résultat avec quelque certitude, car tous affectent de compter sur un succès infaillible.

Le gouvernement français a demandé des explications sur la sortie inconvenante de Gutierez et de la Gazette de Madrid contre le consul de Barcelone, M. Lesseps. A propos des négociations auxquelles cette demande a donné lieu, on a fait courir les bruits les plus absurdes. Le fait est que tout porte à croire à un arrangement à l'amiable.

On parle d'un changement de ministère; mais ce bruit n'a aucune probabilité. Il sera temps d'y songer lorsque le résultat des élections sera connu.

Il a été question aussi de donner la lieutenance générale de Cuba d'abord au général Lizuage et plus tard au ministre de la marine Capaz. Ce sont encore *des on dit* qui ne méritent aucune confiance.

A Barcelone, le général Seoane, épouvanté beaucoup de difficultés pour faire rentrer la contribution forcée de douze millions de réaux, a pris le parti de mettre dans chaque maison de retardataire quatre hommes et un caporal auxquels on doit donner, outre la nourriture, 12 réaux pour le premier jour et par homme (16 pour le caporal), 24 le second jour, et ainsi de suite jusqu'au jour du paiement. Voilà qui s'appelle gouverner!

Sur Cuba, le seul fait digne d'être remarqué est l'élection de G. Bibesco à l'hospodarat de Valachie. Bibesco est dévoué à la Russie, comme le sont au reste tous les hommes influens de la province.

BIBLIOGRAPHIE.—L'ouvrage de major Poussin, dont vous entretenait une de mes dernières lettres, vient de paraître; il a pour titre: DE LA PUISSANCE MARITIME. — *Origine, institutions, esprit politique, ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles des Etats-Unis*, avec cartes, etc. Il me faudrait pour en rendre compte beaucoup plus de temps que ne m'en laisse l'*Acadia*. Cependant je ne laisserai pas passer cette occasion sans en dire un mot.

Il suffit de parcourir l'ouvrage pour se faire une idée de la grandeur du cadre que s'est tracé l'auteur, et un examen attentif de quelques chapitres, pris au hasard, prouve que c'est un travail consciencieusement fait, ce qui par le temps qui court n'est pas un mince mérite. D'ailleurs on n'oublierai pas que l'auteur a longtemps habité les Etats-Unis (quinze ans) comme major du génie et aide-de-camp du général Bernard, et qu'en cette qualité il a été à même de se procurer beaucoup par lui-même, soit de puiser aux meilleures sources pour tout ce qui ne tombait pas sous son observation immédiate.

Le premier volume est consacré à l'histoire et à la politique, le second à l'examen du développement graduel des ressources du pays.

On trouve dans la première partie une "investigation historique sur les découvertes, premiers établissemens et divers systèmes de colonisation suivis en Amérique." Dans ce résumé historique rapide et succint, mais plein de faits, on passe successivement en revue les découvertes et les premiers établissemens des Scandinaves, des Espagnols, des Français, des Anglais, des Hollandais; puis on suit pour ainsi dire pas à pas la fortune et les vicissitudes de ces établissemens à travers les événemens et la lutte des intérêts hostiles et l'on arrive enfin à l'émancipation des colonies et à la formation de la puissance américaine des Etats-Unis.

La partie qui résume qui concerne la Louisiane est sans contred